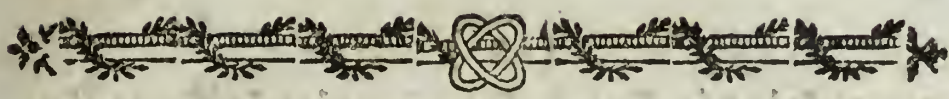


FRC 15854A

Case
FRC
19481



THÉORIE GÉNÉRALE

DE

L'ADMINISTRATION POLITIQUE DES FINANCES.

DÉDIÉE À MONSIEUR, frère du ROI, & présentée à SA MAJESTÉ

PAR M. GROUBER DE GROUBENTALL.

NOUVELLE ÉDITION,

En 3 vol. in-8°. proposée par Souscription.

Avec Approbation et Privilège du Roi.

PROSPECTUS.

LES suffrages dont on a honoré les deux premiers volumes de cet Ouvrage, qui ont paru en 1788, ont mis l'Auteur dans le cas de le continuer, & d'y ajouter un troisième volume, uniquement destiné aux États-généraux.

Les deux premiers sont composés de sept parties: la première contient des *Observations préliminaires* sur les Finances; la seconde présente la *Théorie générale* de leur manutention; la troisième offre le Plan des *Administrations Provinciales*, celui de leur correspondance respective, & celui de l'établissement d'un *Prix civique*; la quatrième traite à fond de l'*Impôt Territorial* & de ses avantages; la cinquième renferme le Plan de *libération de la dette publique*, & celui du régime des *Pensions* accordées par le Roi; la sixième est un Examen politique du *Compte rendu* en 1781; la septième présente les

A

THE NEWBERRY
LIBRARY

moyens & la nécessité de supprimer les *Saisies-réelles*, *Directions & Consignations* : & chacune de ces parties offre non-seulement les développemens de chaque objet, mais encore tous les moyens à employer pour la réforme absolue des abus dans l'Administration des Finances.

Enfin le troisième volume, qui n'a point encore paru, contient la huitième partie seule, infiniment plus ample que chacune des sept autres.

Cette partie renferme quatre SECTIONS principales : la première traite de la *Constitution Nationale* ; la seconde, de l'Administration de la *Justice* & de ses réformes ; la troisième, de l'Administration générale du Royaume, y comprise celle des *Finances* ; Enfin la quatrième, de l'Administration particulière & intérieure du Royaume dans toutes ses parties. Ces quatre sections contiennent quatre-vingt-huit objets importans, discutés séparément ; on joint ici la Table de ce volume.

L'on ne craint pas d'affurer que cet Ouvrage est jusqu'à présent le plus complet, non-seulement sur les Finances, mais même sur toutes les parties qui composent l'Administration générale, & sur tous les objets de réformes possibles que l'Auteur a fait passer en revue, avec tous les abus existans, & les moyens d'y remédier ; c'est aussi ce qui a fait dire à l'un des Journalistes, que cet Ouvrage occuperait sans doute un des premiers rangs parmi les productions politiques de ce genre, & que l'Auteur ne développait pas un abus, pas un vice politique, sans y appliquer le remède.

Au surplus, ce travail, fruit de trente-deux années d'observations, de méditations, de recherches, & muri par l'expérience, n'a été entrepris que dans la seule vue du bien public, & l'Auteur a été assez

heureux pour voir adopter & exécuter jusqu'à présent la majeure partie de ses idées.

L'épuisement de l'édition des deux premiers volumes, a déterminé l'Auteur de les faire réimprimer avec le troisième ; mais la crainte de s'engager dans une dépense considérable, sans être sûr du nombre d'exemplaires qu'il serait nécessaire de tirer, lui a fait ouvrir une Souscription dont les circonstances l'ont forcé jusqu'à présent de différer la publicité.

En conséquence, les personnes qui désireront se procurer l'Ouvrage, auront le choix, ou de payer comptant le prix en souscrivant, ou de le payer en recevant les deux premiers volumes, ou de fournir simplement leur soumission de prendre l'Ouvrage à mesure que les volumes paraîtront.

Le prix de la Souscription sera de 12 liv. pour les trois volumes brochés, pris à Paris & à Versailles ; & de 13 liv. 16 s., franc-de-port, pour toute la France.

Il sera fait une remise aux Libraires, tant de Paris que de la Province.

La Souscription ne sera ouverte que jusqu'au premier Novembre prochain. Ceux qui n'auront pas souscrit payeront l'Ouvrage 15 liv. pris à Paris.

Les livraisons de la totalité de l'Ouvrage seront faites vers le 15 Octobre au plus tard.

Il ne sera fait aucun changement aux deux premiers volumes, & ceux qui se les sont procurés n'auront à prendre que le troisième pour se compléter, en payant 4 liv. seulement pour Paris & Versailles, & 4 liv. 12 s. pour la Province.

La liste des Souscripteurs sera placée à la fin du second ou du troisième volume, & sera donnée sépa-

rément *gratis*, à ceux qui ont les deux premiers volumes.

L'on souscrira à Paris, chez *Laurent jnnior & Cressonnier*, Libraire, rue Saint-Jacques, vis-à-vis celle des Mathurins.

Et chez l'AUTEUR, rue *Geoffroi-l'Asnier*, n^o. 37.

Les quittances de souscription seront signées de l'Auteur.

MM. les Souscripteurs de Province sont priés d'affranchir le port des lettres & de l'argent, & de donner leurs noms & adresses d'une manière lisible, pour prévenir les erreurs.

L'Ouvrage sera imprimé en caractère *cicéro* interligné.

Lettre de M. de MAISSEMY à l'Auteur.

Paris, le 22 Mai 1789.

Sur le compte que j'ai rendu, Monsieur, à M. le Garde-des-Sceaux, du desir que vous aviez d'annoncer par souscription, une nouvelle édition de votre *Théorie sur les Finances*, le Chef de la Justice a bien voulu accéder à votre demande, à condition néanmoins que la souscription sera ouverte chez un Libraire; c'est une forme établie, dont les Règlemens ne permettent pas de s'écarter: du reste, Monsieur, je suis charmé d'avoir à vous annoncer une décision conforme à vos vues.

J'ai l'honneur d'être avec considération,

Monsieur,

Votre très-humble & très-
obéissant serviteur
DE MAISSEMY.

*Extrait d'une Lettre de M. CERUTTI à l'Auteur ;
du 29 Avril 1789.*

J'ai lu le manuscrit de M. de G. ; c'est le développement de la petite brochure qu'il m'avait fait l'honneur de m'envoyer ; c'est en même-tems le recueil de toutes les choses utiles que l'*Assemblée Nationale* aura ou à établir, ou à discuter. Beaucoup d'articles m'ont paru supérieurement éclaircis, celui des *Parlemens* entr'autres ; celui des *Droits Seigneuriaux* mérite aussi une attention particulière. Son Ouvrage est rempli de lumières & de zèle : je n'aime pas cependant l'idée d'une *Société patriotique* ; presque toutes ces associations commencent bien & finissent mal. Le temple de Dieu est l'univers ; & l'école de l'esprit public , la société entière. Je n'adhère pas de suite non plus à la Commission *intermédiaire*, j'ai peur du Sénat de Suède. Je prie M. de G. de pardonner mes critiques, & de les regarder même comme des hommages. J'ai lu précipitamment, & je n'ai eu que le tems nécessaire pour voir beaucoup de vérités, & entrevoir quelques erreurs ; l'Auteur est meilleur juge que moi, ou s'il a besoin d'un autre Tribunal, il en est un près duquel il réussira, la NATION.

T A B L E

Des Matières contenues au troisième Volume.

INTRODUCTION.

PREMIÈRE SECTION, de la Constitution Nationale.

CHAP. PREM. §. I. De la Succession au Trône.

§. II. De la Régence.

§. III. De l'Administration pendant la Régence.

§. IV. De l'Émancipation des Rois.

§. V. De la Majorité complete.

VI. De l'Éducation des Princes.

CHAP. II. Des Droits respectifs du Souverain & des Sujets, & de la réciprocité de leurs obligations.

CHAP. III. De la Composition des Ordres de l'État & de leurs prérogatives.

SECONDE SECTION. De l'Administration de la Justice.

CHAP. PREM. De la Législation générale du Royaume.

CHAP. II. Des Réformes nécessaires dans la Législation.

PREM. De la Réforme de la Jurisprudence.

II. De la Réforme des Procédures.

CHAP. III. Des Tribunaux, de leurs droits & de l'étendue de leurs pouvoirs.

PREM. Les Parlemens dépendent-ils immédiatement du Roi ou de la Nation ?

II. Les Rois ont-ils le droit d'anéantir ou de réformer les Parlemens, comme celui de les créer ?

III. Les Parlemens sont-ils les *Protecteurs*, les *Membres essentiels* de la Monarchie, & les *Tuteurs-nés* des Rois, ou simplement délégués par le Souverain pour rendre la Justice ?

IV. Les Parlemens sont-ils les *Représentans* de la Nation, *supérieurs aux États-généraux* & *puissance intermédiaire* entre le Souverain & le Peuple ?

V. Les Parlemens sont-ils les *interprètes* ou simplement les *gardiens* des loix ?

VI. Les Parlemens sont-ils *Corps* entr'eux, ou sont-ils *distincts* ?

VII. Les Parlemens ont-ils le droit de *vérifier* & de *rejeter* les loix, ou simplement celui de les *enregistrer* ?

VIII. L'enregistrement fait-il la *sanction* des loix, & doit-il en rigueur être fait dans les Cours de Judicature ?

IX. L'*organisation* des Parlemens est-elle ce qu'elle doit être, ou doit-elle être *changée* ?

X. Les Offices de Judicature doivent-ils être *vénaux* ou *électifs*, & les Officiers doivent-ils être payés par l'*État*, ou par les Parties ?

XI. Les Justices Seigneuriales doivent-elles subsister ou être supprimées ?

TROISIÈME SECTION. De l'Administration générale du Royaume.

ART. PREM. De l'Administration générale des Finances.

CHAP. PREM. De l'Imposition.

PREM. L'Imposition est-elle préférable à l'Impôt ?

II. De l'assiette & de la répartition de l'Imposition.

§. III. Des Privilèges d'exemption & de leurs abus.

CHAP. II. De la Perception.

CHAP. III. De la Liquidation.

§. PREM. Du Crédit public ou national.

§. II. De l'Agio.

§. III. Libération de la Dette Nationale.

ART. II. De l'Administration particulière des Finances.

CHAP. PREM. De la Recette.

CHAP. II. Des Payemens.

CHAP. III. De la Comptabilité.

§. PREM. De l'organisation des Chambres des Comptes.

§. II. De l'utilité des Chambres des Comptes.

§. III. De la forme & de l'appurement des Comptes.

ART. III. Des objets relatifs à l'Administration des Finances.

CHAP. PREM. Des Domaines & Droits Domaniaux.

§. PREM. Le Domaine de la Couronne peut-il être aliéné ?

§. II. Le Domaine de la Couronne doit-il être aliéné ?

CHAP. II. Des Bâtimens du Roi.

CHAP. III. De l'Agriculture.

CHAP. IV. Des Subsistances.

CHAP. V. Du Commerce & de l'Industrie.

CHAP. VI. Des Traités foraines.

CHAP. VII. Des Poids & Mesures.

CHAP. VIII. Des Annates.

CHAP. IX. Du Compte national annuel des Finances.

CHAP. X. Des Monnoies.

QUATRIÈME SECTION. De l'Administration particulière du Royaume.

ART. PREM. De l'Établissement des États-généraux périodiques.

CHAP. PREM. De l'organisation des États-généraux.

CHAP. II. Des Droits & devoirs des États-généraux.

CHAP. III. Du retour périodique des États-généraux.

CHAP. IV. De l'Établissement d'une Commission intermédiaire des États-généraux.

ART. II. Des États Provinciaux & des Administrations Provinciales.

§. PREM. Des États Provinciaux.

§. II. Des Administrations Provinciales.

§. III. Du Régime préférable entre les États Provinciaux & les Administrations Provinciales.

ART. III. De la Police générale du Royaume.

CHAP. PREM. De la Police de Paris.

§. PREM. Les Lettres de Cachet font-elles nécessaires ?

§. II. Du régime à observer sur les Lettres de Cachet.

§. III. Des Prisons d'État.

§. IV. De la Liberté de la Presse.

CHAP. II. Des Abus de la Police.

§. PREM. De la Prostitution publique.

§. II. De la Domesticité.

§. III. Du Pavage, du Nettoyement & de l'Illumination de Paris.

§. IV. De la Sûreté de Paris.

§. V. De l'organisation de la Police & de la Municipalité de Paris.

ART. IV. Des Droits Seigneuriaux.

CHAP. PREM. Des Droits Seigneuriaux utiles ordinaires.

CHAP. II. Des Droits Seigneuriaux utiles extraordinaires.

CHAP. III. De l'origine des Droits Seigneuriaux.

CHAP. IV. De la Suppression des Droits Seigneuriaux.

ART. V. Des Grâces.

ART. VI. De l'Établissement d'une Société patriotique d'Administration.

CONCLUSION.

De l'Imprimerie de P. DE LORMEL, rue du Foin
Saint-Jacques.